



Après l'horrible assassinat du 14 février à Garbuh, un village du département du département du Ndonga Mantung qui a coûté la vie à plusieurs compatriotes, le gouvernement va faire la lumière sur cette horreur.

L'enquête qui a été confiée concomitamment à la gendarmerie et à la sécurité militaire. « Les conclusions de cette enquête feront l'objet d'une large diffusion », promet le ministère camerounais de la Défense. Il faut dire que les versions divergent sur ce qui s'est passé. « Des hommes armés ont, pour une raison inconnue, ciblé ces personnes. Sur les vingt-deux victimes (...), quatorze étaient des enfants », indique James Nunan, le chef de bureau de la coordination humanitaire des Nations unies (OCHA) pour les régions anglophones (Nord-Ouest et Sud-Ouest) du Cameroun.

Selon ce responsable onusien, les victimes ont été tuées par balles et leurs corps ont été brûlés dans des maisons incendiées. Du coup, certains responsables politiques de l'opposition indexent l'armée et le gouvernement camerounais. « Il s'agit tout simplement d'un malheureux accident, conséquence collatérale des opérations de sécurisation en cours dans la région », a réagi le ministère camerounais de la Défense, dans un communiqué publié ce 17 février. Et ce document parle plutôt de sept « terroristes » mis « hors d'état de nuire » et d'une femme et quatre enfants tués par un incendie qui a affecté leur maison.

À en croire la même source, l'incendie a été déclenché par l'explosion de plusieurs fûts contenant du carburant à la suite de combats entre six éléments de force de défense, en mission de reconnaissance nocturne vers « une habitation transformée en camp fortifié », et des combattants séparatistes. Depuis octobre 2016, les zones anglophones du Nord-Ouest et le Sud-Ouest du Cameroun connaissent une crise sociopolitique violente, sous fond de séparatisme.

Les chiffres officiels sur le coût humain de cette confrontation ne sont pas disponibles. Mais selon des ONG internationales, le conflit aurait fait plus de 3 000 morts. À en croire l'Agence des Nations unies pour les réfugiés (HCR), cette crise aurait par ailleurs contraint près de 60 000 Camerounais à chercher refuge au Nigéria et 679 000 personnes à se réfugier à l'intérieur du pays.
